

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEALED AIR SAS

53 rue Saint Denis
BP 9
28234 EPERNON

Références : IC230055
Code AIOT : 0010000220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2022 dans l'établissement SEALED AIR SAS implanté 53 Rue Saint-Denis 28230 EPERNON. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEALED AIR SAS
- 53 Rue Saint-Denis 28230 EPERNON
- Code AIOT : 0010000220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication, à partir de granulés thermoplastiques et poudres plastifiées, d'emballages (sacs et films) alimentaires et de films de présentation. Il est réglementé par arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites non soldées de l'inspection du 30 septembre 2021;
- Suite du plan d'actions pour éviter une nouvelle pollution du ruisseau d'Houdreville (arrêté préfectoral complémentaire du 23 septembre 2020).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Fréquence d'analyse des rejets d'eaux - NC1 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 9.2.3.1	NC1 30/09/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Prévention des pollutions - NC2 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 2.1.1	NC2 30/09/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	Echéancier suite étude risque pollution eaux - NC3 relevée le 30/09/2021	AP Complémentaire du 23/09/2020, article 3	NC3 30/09/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Emergence sonore au point 8 - NC1* relevée le 21/01/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 6.2.2	NC1* 21/01/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Niveaux de bruit en limite d'établissement - NC1* relevée le 21/01/2021	AP Complémentaire du 14/06/2018, article 6.2.3	NC1* 21/01/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Aspect de l'eau de circuit TAR prélevée - NC3* relevée le 21/01/2021	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	NC3* 21/01/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre :</p> <p>Eaux usées : Rejets N°1 et 2</p> <p>pH, début, température : continu DCO, MeSt : Journalier sur prélèvement 24h Azote global, Phosphore total : hebdomadaire sur prélèvement 24h DBO5, zinc : Mensuel sur prélèvement 24h tensioactifs anioniques, cationiques et non ioniques : Annuel sur prélèvement 24h nonylphénols : trimestriel sur prélèvement 24h [...]</p>
<p>Constats : Non respect de la fréquence d'analyses journalière au point de rejet n°2 sur la période contrôlée (octobre 2022).</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de présenter les résultats de l'analyse des tensio-actifs cationiques déclarée envoyée en sous-traitance en juin 2022.</p> <p>Les résultats d'analyse de nonylphénols ne figurent pas dans la déclaration GIDAF.</p>
<p>Observations : NC1 relevée le 30/09/2021 : Non respect de la fréquence d'analyses aux points de rejet n°1 et n°2. L'exploitant transmettra les actions menées pour réparer le préleveur.</p> <p>Courriel SEALED AIR du 29/11/2021 : Les interventions de maintenance menées sur le préleveur ne montrent pas de problème de fonctionnalité sur les équipements techniques (joint en PJ n°1 le dernier PV de maintenance trimestrielle). Le défaut étant lié à de faibles débits les circonstances de reproduction de celui ci n'ont pas été réunies lors des maintenances. A ce jour le préleveur est en état de fonctionnement standard. En cas d'apparition de nouvelle apparition du défaut nous ferons intervenir une expertise du fabricant du dispositif de programmation (Endress+Hauser) pour mieux cerner le dysfonctionnement.</p> <p>Constats du 28/11/2022 :</p> <p>L'exploitant déclare que les échantillons partent vers le laboratoire d'analyse par taxi, et qu'il n'y a plus de problème de non routage des échantillons.</p> <p>Par contre, l'exploitant déclare un analyseur sensible côté point EU n°2. L'autosurveillance d'octobre 2022 - consultée en inspection sur GIDAF pour la période d'octobre 2022 - présente l'absence d'analyse sur une période de 5 jours - du 22 au 26 octobre inclus. Absence d'analyse MeS, DCO ces jours. La déclaration GIDAF mentionne un préleveur obturé.</p> <p>L'exploitant déclare envisager d'installer une alarme, ou un dispositif de communication.</p> <p>Respect des fréquences hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle pour les paramètres soumis à ces fréquences, sur la période contrôlée.</p> <p>Pour mémoire : vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission - VLE - pour les paramètres suivis en fréquences journalière, hebdomadaire et mensuelle, par sondage, pour le points de rejet n°2, sur la période octobre 2022 d'après la déclaration d'autosurveillance sur GIDAF : pas de non-conformité constatée.</p> <p>Nonylphénols : présentation d'un rapport d'analyse ANALY-CO n°07-28, prélèvement du 12 au</p>

13/09/2022, analyse du 13/09/2022. Résultat conforme à la VLE.
Rapport d'essai ANALY-CO n°DEI-2022-0934 du 12/08/2022, relatif à un prélèvement 29/06/2022, mis en analyse le 30/06/2022 : ce rapport présente des résultats pour les tensio-actifs anioniques et non ioniques; et mentionne un envoi en sous-traitance pour l'analyse des tensio-actifs cationiques. Analyse des tensio-actifs cationiques non présentée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Prévention des pollutions - NC2 relevée le 30/09/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Constats : Présence de caniveaux d'eaux pluviales encombrés (isolant délité, tas de débris poussières, notamment).</p> <p>Présence résiduelle de quelques granulés plastiques.</p> <p>Observations : NC2 relevée le 30/09/2021 : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>L'inspecteur a constaté le 30/09/2021, la présence de billes de plastique au sol, au niveau du dépotage du silo.</p> <p>Courriel 29/11/21 de l'exploitant : Les pellets de résine observés au sol ont été nettoyés immédiatement après le constat lors de l'inspection par balayage/aspiration.</p> <p>L'investigation a montré que la présence de granules était liée à un remplissage anormal de silos et débordement par l'évent du silo. Le plan d'actions consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modification de la cible de remplissage des silos (passage de 58 à 55 tonnes). Modification effectuée le 5/10/2021 - Mise en place d'une vérification systématique au dépotage des silos par le service logistique - Action immédiate de nettoyage en cas de signalement de dispersion avec vérification des toitures de silos <p>L'ensemble de ces actions s'inscrit dans un plan de gestion des émissions de granules dans l'environnement « 0 pellet » conduit sur le site incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et formation des salariés aux enjeux de développement durable associés (inclus dans la formation nouveaux arrivants)

<ul style="list-style-type: none"> - Règles de manipulation des granulés vierges et des déchets contenant des granulés (utilisation de contenants étanches notamment) - Programme d'audit et de signalement des situations anormales - Programme d'inspection des dispositifs de mitigation (tamis, grilles de protection) - Plan de nettoyage préventif quotidien par balayeuse des circulations du site. <p>Courrier D2111- 0086 du 17/12/2021 de l'inspection des installations classées : Vous voudrez bien nous fournir une photographie de la zone concernée.</p> <p>Courriel du 14/01/2022 de SEALED AIR : Par la présente je vous adresse les éléments de compléments demandés dans votre courrier du 16 décembre 2021 : photographies de la zone de dépotage de notre zone silos "Films hauts".</p> <p>Constats du 28/11/2022 : Zone de dépotage des granulés plastiques : Ne comprenant pas de fort déversement de matière plastique. Présence résiduelle de quelques granulés plastiques.</p> <p>L'exploitant déclare avoir résolu le problème de sur-verse par l'évent et qu'un récipient formant "rétention" est utilisé lors des branchements/débranchements de flexibles de dépotage.</p> <p>Présence de grille au droit du tampon rejet eau pluviale - dernier tampon avant EP6. L'exploitant a mis en œuvre des dispositions de limitation des déversements de matière plastique relativement au constat formulé le 30/09/2021.</p> <p>Sur une autre zone de l'établissement : Présence de caniveaux d'eaux pluviales encombrés (isolant délité, tas de débris poussières, notamment).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Echancier suite étude risque pollution eaux - NC3 relevée le 30/09/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions des eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté, un audit pour recenser l'ensemble des installations et activités de l'établissement susceptibles de générer une pollution accidentelle des réseaux extérieurs au site, et évaluer les mesures techniques et organisationnelles existantes pour prévenir la pollution accidentelle ou éviter qu'elle n'atteigne le milieu naturel ou des installations de traitement extérieures à l'établissement (stations d'épuration communales notamment). • dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté, une étude technico-économique pour définir les solutions, techniques et organisationnelles complémentaires à mettre en place, accompagnée d'un échancier de réalisation. La remise de l'échancier de réalisation n'excédera pas deux mois suivant la réalisation de l'étude. Cet échancier est transmis, pour avis, à l'Inspection des installations classées. <p>L'exploitant met en place les mesures préconisées dans l'étude technico-économique selon</p>

l'échéancier transmis.
<p>Constats : L'exploitant n'a pas respecté l'échéancier transmis pour la mise en place de certaines mesures visées par l'étude technico-économique définissant les solutions permettant d'éviter une pollution des eaux (certaines rétentions, détections précoces notamment).</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de présenter un plan des réseaux à jour, comprenant les bassins de reprise des eaux pluviales/incendie par bassin versant, ainsi que leur volume, les eaux usées, eaux pluviales notamment.</p>
<p>Observations : NC3 relevée le 30/09/2021 : L'exploitant n'a pas respecté l'échéancier transmis pour la mise en place de certaines mesures visées par l'étude technico-économique définissant les solutions permettant d'éviter une pollution des eaux (obturateurs pneumatiques, certaines rétentions notamment).</p> <p>Courriel 29/11/2021 de SEALED AIR :</p> <p>Les opérations prévues à l'échéancier transmis en aout 2021 en retard étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de l'installation des dispositifs d'obturation automatique : le fournisseur SATUJO intervient en S48 pour finaliser l'installation sur site des dispositifs. Les PV de tests vous seront transmis immédiatement. - Installation d'une rétention en toiture sous les groupes froids : l'installation a eu lieu le 8 novembre 2021. Le fournisseur retenu ACN n'a pas fourni de PV d'installation à ce jour. <p>Comme indiqué lors de l'inspection, ces retards sont expliqués par</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le manque de disponibilité des fournisseurs retenus pour finaliser les travaux de chaudronnerie (bac de rétention) - Délais dans les processus internes de fourniture de Sealed Air pour la gestion commandée par carte SIM des Obturateurs. La programmation des obturateurs étant uniquement faite en usine et le fournisseur ayant vu son plan de charge perturbé, le délai de réalisation fournisseur s'en est trouvé rallongé. <p>Toutefois, les modes de surveillance et action compensatoires prises par Sealed Air lors des événements de 2020 et communiqués à votre service restent en vigueur jusqu' à finalisation intégrale du projet [...]</p> <p>Courrier D2111- 0086 du 17/01/2022 de l'inspection des installations classées :</p> <p>Le plan d'implantation des obturateurs correspond à ce qui a été noté en inspection, avec deux aménagements par rapport au plan prévisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obturateur EU Houdreville n°2 a été ramené près du n°9, - un obturateur prévu en amont du bassin St Denis est mis en place au plus près du bassin. <p>Vous voudrez bien nous transmettre le plan des réseaux mis à jour avec l'implantation des obturateurs et la consigne datée et signée transmise au personnel du poste de garde, ainsi que l'indication qu'il en a pris connaissance; ainsi que le PV de réception de la mise en place de la rétention en toiture pour les groupes froid (échéance 20/06/21), photos et plans à l'appui.</p> <p>Courriel du 14/01/2022 de SEALED AIR : Par la présente je vous adresse les éléments de compléments demandés dans votre courrier du 16 décembre 2021. [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communication et consigne opérationnelle vers nos agents de sécurité pour la mise en œuvre des obturateurs. [...] - Photographies et factures relatives à la rétention installée en toiture de notre atelier "Films bas". (implantation reprise sur le plan général) - Version actualisée des plans de réseau du site. A noter que nous attendons des éléments de notre fournisseur de génie civil pour établir une mise à jour Sealed Air de ce plan en y intégrant notamment les fils d'eau des réseaux concernés (éléments de communication joints) <p>Constats du 28/11/2022 :</p> <p>Obturateurs : présence constatée par sondage d'obturateurs aux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EU n°1 près entrée site côté rue Saint Denis;

- Aval déchetterie EP SE6 (ex EP6);
- EU n°2, EP S5 terrain sud C5 proche du ruisseau d'Houdreville.

Constat d'absence de sortie côté Ruisseau d'Houdreville au droit des tampons EP suivants (point de rejet ex EP7) : 2 tampons forme carré le long de la voirie séparant C5 et déchetterie, 2 tampons forme ronde sur le terre plein longeant cette voie côté C5;

L'exploitant déclare avoir inversé l'écoulement la conduite amont alimentant ex EP9 pour le diriger vers le bassin de rétention dit Houdreville. Ensuite, le chemin privilégié est EP8 (vu de loin depuis la déchetterie). Sinon, direction par sur-verse vers EP9 (=ex EP9), équipé d'un obturateur.

Point EP 9 mitoyen d'EU 2 : Obturateurs sur chacun.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Emergence sonore au point 8 - NC1* relevée le 21/01/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) étant supérieur à 45 dB(A) : Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 3 dB(A)
Constats : Au vu du rapport de contrôle des niveaux de bruit émis dans l'environnement établi par BUREAU VERITAS les 2 et 3 novembre 2021 : Émergence sonore supérieure à l'émergence maximale admissible au droit d'une zone à émergence réglementée – point 8, le jour et la nuit (dépassement de 3 dB(A) le jour et de 2 dB(A) la nuit), et au point 9, la nuit (de 2 dB(A)).
Observations : NC1* relevée le 21/01/2021 : Au vu du rapport de contrôle des niveaux de bruit émis dans l'environnement établi par BUREAU VERITAS le 28 juin 2019 : Émergence sonore supérieure à l'émergence maximale admissible au droit d'une zone à émergence réglementée – point 8, le jour et la nuit (dépassement de 1,5 dB(A) le jour et de 6,5 dB(A) la nuit). Courrier de réponse de l'exploitant du 27/04/2021 : Une description du plan d'action de Sealed Air a été transmis à Madame la Préfète et aux services d'inspection des installations classées par courrier daté du 5 novembre 2020. Au cours de la visite d'inspection du 21 janvier, a été présenté le planning prévisionnel suivant. La mise en œuvre de ce plan d'action est en cours. Une campagne de mesures acoustiques environnementales sera programmée dès la fin des travaux (date prévisionnelle : septembre 2021). Le 28/11/2022, l'exploitant a présenté un rapport établi par BUREAU VERITAS n°9590313- le 03/11/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Niveaux de bruit en limite d'établissement - NC1* relevée le 21/01/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2018, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <p>Niveau limite en dB(A) en limites de propriété -Sud = Segment « a » ; Zone à prédominance d'activités industrielles :</p> <p>PERIODE DE JOUR, allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB(A) PERIODE DE NUIT, allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)</p> <p>Niveau limite en dB(A) en limites de propriété -Nord-Est = Segment « b » ; Zone résidentielle suburbaine :</p> <p>PERIODE DE JOUR, allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) : 65 dB(A) PERIODE DE NUIT, allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 55 dB(A)</p> <p>Constats : Au vu du rapport de contrôle des niveaux de bruit émis dans l'environnement établi par BUREAU VERITAS les 2 et 3 novembre 2021 : dépassement du niveau maximal de bruit en limite de site côté « ex-BMS » la nuit au point 2 (de 0,5 dB(A)).</p> <p>Observations : NC1* relevée le 21/01/2021 : Au vu du rapport de contrôle des niveaux de bruit émis dans l'environnement établi par BUREAU VERITAS le 28 juin 2019 : dépassement du niveau maximal de bruit en limite de site côté « ex-BLS » la nuit au point 2.</p> <p>Courrier du 27/04/2021 de réponse de l'exploitant : Une description du plan d'action de Sealed Air a été transmis à Madame la Préfète et aux services d'inspection des installations classées par courrier daté du 5 novembre 2020. Au cours de la visite d'inspection du 21 janvier, a été présenté le planning prévisionnel suivant.</p> <p>La mise en œuvre de ce plan d'action est en cours. Une campagne de mesures acoustiques environnementales sera programmée dès la fin des travaux (date prévisionnelle : septembre 2021).</p> <p>Le 28/11/2022 : L'exploitant déclare avoir re-missionné un bureau d'étude interne pour refaire une hiérarchisation des sources et proposer des solutions techniques. GAMBA – R-G-22-00185-01a</p> <p>Il explique que le premier rapport n'avait probablement pas jugé utile de tenir compte de certaines sources contributives à tort.</p> <p>Nouvelle liste de travaux. Plan d'action. Il déclare ne pas avoir établi d'échéancier pour le moment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la legionellose
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début d'analyse ; - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats : Pas de non-conformité au vu du document consulté relativement à l'aspect de l'échantillon.</p> <p>Bulletin d'analyse d'octobre 2022 : Le nom du préleveur n'apparaît pas, seul apparaît la mention "client". Les nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés n'apparaissent pas.</p>
<p>Observations : NC3* relevée le 21/01/2021 : L'aspect de l'eau prélevée n'est pas mentionné au bulletin d'analyse de la teneur en légionnelles.</p> <p>Courrier du 27/04/2021 de réponse de l'exploitant : Après une nouvelle demande au laboratoire Wessling, les bulletins d'analyse contiennent , à partir de celui du mois de février, tous les éléments listés à l'article 26, § I 3 d de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Les bulletins d'analyses sont téléchargés en pièce jointe des déclarations GIDAF Autosurveillance légionelles.</p> <p>Bulletin d'analyse joint à la déclaration GIDAF legionelle d'octobre 2022 : mentionne l'aspect de l'échantillon.</p> <p>Le nom du préleveur n'apparaît pas, seul apparaît la mention "client". Les nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés n'apparaissent pas.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet